

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 73 (1993)
Heft: 1

Artikel: Investissements industriels suisses en France : "proximité est mère de sécurité"
Autor: Schutz, Bertrand
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886485>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Investissements industriels suisses en France : « proximité est mère de sécurité »

Bertrand Schutz, Responsable du Bureau
Invest in France Agency, Zurich

En 1992, la France a été le troisième pays en matière d'accueil d'investissements étrangers. Le nombre d'emplois créés par des industriels étrangers en France augmente régulièrement depuis 10 ans et la majorité de ces investissements (67 %) s'effectue dans des zones prioritaires aidées par la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale). Ce constat général correspond-il au cas Suisse ?

Le Bureau Invest in France Agency/Datar Suisse, récemment installé à Zurich (cf. Revue Economique Franco-Suisse n° 3/92, page 35), vient de réaliser un recensement des industriels suisses déjà implantés en France qui sont représentés sur la carte ci-contre. On dénombre 333 sites qui emploient 55 660 salariés.

Le fichier qui sert de base à cette étude a été établi à l'aide de sources diverses, et chaque information a été directement vérifiée auprès des industriels concernés. Les conditions pour qu'une société rentre dans le cadre de cette étude sont définies selon le décret du 27 janvier 1967 du Ministère de l'Economie et des Finances, qui stipule qu'une société est considérée comme étant sous contrôle étranger lorsqu'au moins 20 % des participations sont détenues par une personne physique ou morale étrangère. En dessous de ce seuil, la participation est considérée comme un simple placement financier qui ne traduit pas la volonté d'influer sur la gestion de l'entreprise concernée.

DES INFORMATIONS PUISÉES À DES SOURCES PARFOIS CONFIDENTIELLES

Les sources qui ont servi à établir ce fichier sont nombreuses et dignes de confiance. Il s'agit de fichiers confidentiels du Ministère de l'Economie et des Finances, du Trésor français et de fichiers agréés à partir d'informations glanées auprès des Conseils régionaux et généraux et

des Chambres de Commerce et d'Industrie. Les Commissariats à l'Industrialisation et les agences de développement économiques locales, avec qui nous travaillons en étroite collaboration nous ont également fourni de nombreuses et précieuses informations.

Avec 333 sites répertoriés, nous estimons qu'environ 90 % des investissements industriels suisses en France ont été détectés.

Plus de 50 % de ces sites (170 unités) sont concentrés dans les trois régions françaises frontalières avec la Suisse, c'est-à-dire l'Alsace, la Franche-Comté et Rhône-Alpes. Si l'on ajoute à cela la région Ile-de-France, on arrive à près de deux tiers de la totalité des sites implantés dans seulement quatre régions françaises. De plus, le département du Haut-Rhin, immédiatement frontalier du canton de Bâle, possède à lui seul 72 implantations industrielles suisses, soit 21,6 % du total. L'investissement suisse est donc essentiellement un investissement de proximité.

LA CHIMIE/PHARMACIE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE EN TÊTE DE PELOTON

Les principaux secteurs d'activité représentés sont la chimie/pharmacie et l'agro-alimentaire, principalement au travers de grands groupes comme Ciba, Sandoz, Hoffmann-La Roche et Nestlé. Cependant, la stratégie de ces grands groupes n'est pas toujours la même et on remarque que Ciba procède essentiellement par création de nouvelles unités dans les régions limitrophes et sur les principaux pôles chimiques français, alors que Nestlé affiche clairement une stratégie de rachat qui explique sa présence sur l'ensemble du territoire français.

Les autres secteurs suisses fortement représentés en France sont la mécanique générale et de précision, l'électronique et le bâtiment.

Le secteur de la mécanique générale et de précision est principalement composé de petites et moyennes

entreprises qui ont effectué un investissement de proximité.

Par contre, le secteur de l'électronique est plutôt représenté par de grosses implantations comme celles d'Ascom, ABB ou Landis & Gyr.

Enfin, le secteur du bâtiment est principalement représenté par un grand nombre de carrières et gravières relativement bien réparties sur l'ensemble du territoire français à cause de l'impératif de proximité de la matière première.

Une étude plus approfondie des investissements suisses en France sera publiée dans le n° 3/1993 de cette Revue à la rentrée prochaine.

... « L'ATTITUDE DES INDUSTRIELS
SUISSES EST ATYPIQUE »...

Néanmoins, nous pouvons retenir deux principaux enseignements de cette première approche : les investissements suisses en France restent des investissements de proximité, surtout dans le cas de créations. Seuls les rachats sont réellement mobiles et permettent aux Suisses d'être présents sur l'ensemble du territoire. Cependant, l'attitude des industriels suisses est atypique : contrairement à la plupart des investisseurs étrangers, ils ne semblent pas attirés par les régions dites d'aménagement du territoire, où les possibilités de subventions sont importantes. Le deuxième fait marquant réside dans la structure

| Régions | Nb de sociétés | % du total | Emplois | % du total |
|-----------------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| Alsace | 88 | 26,43 | 10 372 | 18,63 |
| Aquitaine | 7 | 2,10 | 982 | 1,76 |
| Auvergne | 6 | 1,80 | 3 164 | 6,68 |
| Basse-Normandie | 2 | 0,60 | 77 | 0,14 |
| Bourgogne | 7 | 2,10 | 1 792 | 3,22 |
| Bretagne | 1 | 0,30 | 123 | 0,22 |
| Centre | 11 | 3,30 | 2 169 | 3,90 |
| Champagne-Ardenne | 8 | 2,40 | 968 | 1,74 |
| Franche-Comté | 34 | 10,21 | 2 704 | 4,86 |
| Haute-Normandie | 4 | 1,20 | 731 | 1,31 |
| Ile-de-France | 34 | 10,21 | 5 658 | 10,17 |
| Languedoc-Roussillon | 9 | 2,70 | 4 730 | 8,50 |
| Limousin | 2 | 0,60 | 181 | 0,33 |
| Lorraine | 18 | 5,41 | 4 666 | 8,38 |
| Midi-Pyrénées | 12 | 3,60 | 820 | 1,47 |
| Nord-Pas de Calais | 16 | 4,80 | 2 511 | 4,51 |
| Pays de la Loire | 6 | 1,80 | 1 425 | 2,56 |
| Picardie | 7 | 2,10 | 1 852 | 3,33 |
| Poitou-Charentes | 2 | 0,60 | 162 | 0,29 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 11 | 3,30 | 1 223 | 2,20 |
| Rhône-Alpes | 48 | 14,41 | 9 350 | 16,80 |
| Total | 333 | 100,00 | 55 660 | 100,00 |

de ces investissements où l'on constate que les industriels suisses, tout comme les industriels japonais d'ailleurs, ont tendance à détenir une

forte majorité du capital social pour pouvoir réellement exercer un pouvoir de gestion sur leurs implantations étrangères. ■

Suisse de Réassurances



Zurich, Téléphone 01 285 21 21, Télex 815 722 sre ch, Télécopieur 01 285 29 99